

In the name of Allah, the Most Gracious, the Most Merciful



Copyright disclaimer

"La faculté" is a website that collects copyrights-free medical documents for non-lucrative use.

Some articles are subject to the author's copyrights.

Our team does not own copyrights for some content we publish.

"La faculté" team tries to get a permission to publish any content; however, we are not able to contact all the authors.

If you are the author or copyrights owner of any kind of content on our website, please contact us on: facadm16@gmail.com

All users must know that "La faculté" team cannot be responsible anyway of any violation of the authors' copyrights.

Any lucrative use without permission of the copyrights' owner may expose the user to legal follow-up.



LES SÉVICES ENVERS LES ENFANTS

Dr. M. Y. Guellati
Service de Médecine Légale, Hôpital Central de l'Armée

OBJECTIFS

- *Expliquer la gravité, les formes et les modalités de diagnostic des maltraitances des enfants.*
- *Définir le rôle du médecin devant ses derniers et le mode de signalement.*

Plan

- I. Généralités. Définitions
- II. Législation
- III. Facteurs favorisants
- IV. Formes de maltraitance
- V. Diagnostic médico-légal
- VI. Conséquences des maltraitements
- VII. CAT du signalement
- VIII. Conclusion

Références

I. Généralités. Définition

- Sérieux problème social et médico-légal toujours en hausse malgré la protection vigoureuse des mineurs par la Loi.
- Les parents restent les premiers impliqués dans cette entité.

I. Généralités. Définition

- Ils sont définies et réprimés par l'article 269 du Code pénal :

« Quiconque, **volontairement**, fait des blessures ou porte des coups à **un mineur de 16 ans**, ou le prive volontairement d'aliments ou de soins **au point de compromettre** sa santé, ou commet volontairement à son encontre toute autre violence ou voie de fait, à l'exclusion de violences légères, est puni d'un emprisonnement d'un à cinq an et d'une amende de 20.000 à 100.000 DA ».

I. Généralités. Définition

- Les formes sont très diverses regroupant toutes l'existence d'une menace de l'intégrité physique ou psychique d'un enfants (*Négligence, violences physique, psychique ou sexuelle*).
- Les conséquences sont graves d'ordre physique et psycho-social.
- Le médecin est en position privilégiée pour les détecter, il doit savoir poser le diagnostic et initier son devoir de signalement.

II. Législation

- La Loi protège les mineurs contre toute forme de violence ou délaissement par différents articles :
 - Code pénal :
 - De l'art. 269 à l'art. 272 (*violences physiques et négligences, répression et facteurs aggravants*),
 - De l'art. 314 à l'art. 319 (*délaissement d'enfant*),
 - Art. 330/3 (*sévices compromettant la santé, la sécurité ou la moralité d'un enfant*)
 - Les art. 334,335,336,337 (*violences sexuelles*).
 - Code de procédure pénale: art. 493 (*le juge peut soustraire l'enfant de ses parents*)
- Obligation juridique et déontologique au médecin de protéger l'enfant et de signaler les mauvais traitements (*art. 53 et 54 du CDM, art. 206/3 de la LPPS, art. 27 de la CIDE*)

II. Législation

- Le délit est constitué lorsque:
 - L'acte est commis volontairement.
 - La victime est un mineur de 16 ans.
 - L'élément matériel : tout type de violence ou négligence.
 - Le préjudice est réalisé lorsque la santé du mineur est compromise.

III. Facteurs favorisants

- Facteurs socio communautaires et familiaux

(La pauvreté, le chaumage et l'isolement social des parents, violences conjugales, divorce, alcoolisme et toxicomanie, jeune âge de la mère, naissances rapprochées ou indésirées,...)

- Facteurs liés à l'enfant

(le sexe masculin, prématurité, pathologies ou handicapé, comportement difficile de l'enfant)

IV. Formes de maltraitements

- **Les violences physiques** : sévices physiques, actes de torture et de barbarie (*tout usage de force sur le corps d'un enfant, secouer, étrangler, mordre, brûler,...*).
- **Les violences sexuelles** : tout acte de visant l'exploitation sexuelle d'un mineur (*harcèlement, attouchements, exploitation et incitation à la prostitution, viol, inceste,...*)
- **Les violences psychologiques** : le rejet, le mépris, les violences verbales, les insultes, le terrorisme, la corruption, l'exploitation, la négligence, absence de réponses affectives.
- **La négligence** : manque d'attention et de soins élémentaires, privation de nourriture, de sommeil, d'hygiène, de vêtements, de soins...
- L'OMS rajoute l'exploitation commerciale des mineurs.

V. Diagnostic médico-légal

A. Circonstances de diagnostic

Le diagnostic reste souvent difficile, parfois il est fait lors:

- D'une consultation fortuite.
- Des visites médicales scolaires ou des crèches.
- Des réquisitions pour examen clinique d'un mineur.

V. Diagnostic médico-légal

B. Signes d'orientation ou d'appel

- De nombreux signes doivent faire penser aux maltraitances mais ne sont pas spécifiques (Troubles de l'état général, du comportement, psychiques)
- **Chez le nourrisson** (pleurs inconsolables, apathie, agitation, retrait)
- **Chez petit enfant de 2 à 4 ans** (tristesse, apathie, hadbanding, agitation, crainte, refus de contact, insomnie, anorexie, gestes de défense,...)
- **Chez l'enfant d'âge scolaire** (Anxiété, inhibition, retard intellectuel, troubles du langage, du sommeil et sphinctériens, agressivité, agitation,...)
- Ajouter les tentatives de suicide, les conduites dangereuses et toxicomanie **chez l'adolescent.**

V. Diagnostic médico-légal

B. Signes d'orientation ou d'appel

- Penser aux sévices sexuels devant (*infections urinaires à répétition, jeux sexuels, exhibitionnisme, fugue, automutilation, prostitution*).

- Penser aux maltraitances devant:
 - *Multiplicité des consultations et nomadisme médicale.*
 - *Discordance entre les lésions et les causes avancées par l'entourage.*
 - *Association de lésions d'âge différent.*
 - *Bonne évolution des signes lorsque l'enfant est hospitalisé.*
 - *Recrudescence des signes lorsque l'enfant est remis à ses parents.*

V. Diagnostic médico-légal

C. Examen clinique

1. Aspect général:

Enfant sale, dénutrie, craintif, troubles du comportement, tristesse, apathie, soumission exagérée,...

2. Interrogatoire:

Essayer de faire verbaliser l'enfant, le dessin peut être aussi d'un grand apport, rechercher une discordance dans l'interrogatoire des accompagnateurs.

V. Diagnostic médico-légal

C. Examen clinique

3. Examen physique:

Doit être complet et minutieux à la recherche de signe de violence, de carence ou de négligence, prendre des photos s'il y a lieu.

- **Lésions cutanéomuqueux** à la recherche de signes de carence ou de violence (Déshydratation, troubles trophiques ou des phanères, ecchymoses, griffures, morsures, brûlures,...)
- **Lésions faciales** (dentaires, oculaires, nasales ou tympanique)
- **Lésions viscérales** (surtout dans les affaires criminelles ou sexuelles)

V. Diagnostic médico-légal

C. Examen clinique

3. Examen physique:

- **Lésions neurologiques : *Sd du bébé secoué***, déficits neurologiques post traumatiques, hématomes extra duraux,...
- **Lésions osseuses : *Sd de Silvermann*** associant des fractures d'âge différents ayant consolidées spontanément avec :
 - * des fractures métaphysaires des os long avant la marche,
 - * fractures des arcs postérieurs des côtes,
 - * fractures anciennes.

V. Diagnostic médico-légal

C. Examen clinique

3. Examen physique: Cas particuliers

* ***Le Sd de Münchhausen par procuration:***

- *Maladie stimulée ou induite par une personne ayant la charge de l'enfant.*
- *Présentation d'un enfant pour un diagnostic à confirmer ou à constater.*
- *L'auteur dénie avec constance d'être à l'origine du mal présenté.*
- *Disparition des symptômes lorsque l'enfant est séparé de la personne maltraitante.*
- *Nomadisme médicale*

V. Diagnostic médico-légal

C. Examen clinique

3. Examen physique: Cas particuliers

* **Les sévices sexuels**

(des troubles du comportement et instinctuels jusqu'aux conduites dangereuses, lésions génito-anales et périnéales, IST, grossesse, lésions de lutte,...)

* **Penser aux sévices devant une mort subite d'un enfant** (violence ou négligence), le diagnostic est parfois fait à l'autopsie...

V. Diagnostic médico-légal

D. Examens complémentaires

- Radiographie du squelette, TDM, IRM,...
- Avis spécialisés en cas de doute.
- Prélèvements sanguins et écouvillons en cas de suspicion de violences sexuelles.

V. Diagnostic médico-légal

E. Diagnostic différentiel

- Troubles de la crasse sanguine
- Maladies osseuses, rachitisme, eczéma,...
- Hypotrophie staturo pondérale.
- Pathologies psychiatriques.
- Lésions génitales auto induites,...

VI. Conséquences des maltraitements

A. Maltraitements physiques et psychiques:

- Troubles du comportement (*agressivité, délinquance, toxicomanie, alcoolisme, tentatives de suicide et automutilation,...*)
- Troubles cognitifs (*inattention, troubles de la mémoire, retard intellectuel et scolaire, troubles du langage, anxiété, dépression, dévalorisation, stress,...*)
- Séquelles fonctionnelles.

B. Maltraitements sexuelles:

Délinquance, fugue, toxicomanie, prostitution, grossesse, IST, suicide, auto et hétéro agressivité, ...

VII. CAT devant un cas de sévices et Signalement

- Prendre en charge l'enfant et éliminer une urgence vitale.
- Dans les cas bénins, isolés, conseiller et agir auprès des parents pour régler le problème.
- Dans les cas graves, persuader les parents de la nécessité d'hospitalisation.
- Contacter les autorités compétentes pour le signalement en rédigeant un certificat décrivant la maltraitance (dérogation absolue au secret médical).
- Prise en charge psychologique.

VIII. Conclusion

- La maltraitance des enfants reste un sujet d'actualité aux conséquences tragédiques .
- Le médecin a le devoir d'agir pour protéger l'enfant et de sensibiliser la société pour mettre en place, avec les organismes concernés, un dispositif de protection et de prise en charge des victimes.
- Agir entre autre, sur les facteurs de risques socio économiques et familiaux pour les prévenir.

Références

1. J. P. Beauthier. **Traité de médecine légale**. De Boeck, Bruxelles. 2011.
2. J. P. Campana. **Principes de médecine légale**. Arnette. France. 2003.
3. P. F. Ceccaldi, M. Durigon. **Médecine légale à usage judiciaire**. Editions Cujas. Paris. 1979.
4. L. Dérobert . **Médecine légale**. Flammarion, paris. 1974.
5. Ordonnance n° 66-156 portant Code Pénal modifiée et complétée.
6. Ordonnance n° 66-155 portant Code de Procédure Pénale modifiée et complétée.
7. Loi n° 85-05 relative à la protection et à la promotion de la santé, modifiée par la Loi n° 98-09.
8. Décret exécutif n° 92-276 portant code de déontologie médicale.

MERCI DE VOTRE ECOUTE

Posez vos questions sur
drgmy@yahoo.fr